

M. JULES SIMON ET SON LIVRE SUR LE TRAVAIL...

M. Jules Simon vient de publier un livre sur *le Travail*. Nous avons lu ce livre avec le double intérêt que nous inspirait le sujet traité et le nom de son auteur. Il est bon de savoir ce que pensent les députés de la démocratie sur les graves questions sociales, dont la préoccupation, pour tous ceux qui ont le sentiment de la situation actuelle, domine, à cette heure, toutes les autres.

La formule des sociétés nouvelles, qui ont pour base la démocratie consacrée par le suffrage universel, ne peut être la même que celle de sociétés aristocratiques du passé, où toutes les fonctions politiques étaient exclusivement réparties entre un petit nombre de privilégiés. Beaucoup de choses qui autrefois pouvaient paraître parfaitement légitimes et normales doivent être considérées aujourd'hui comme des anomalies et des abus. L'idée de la justice sociale s'est élargie, et pour y faire entrer ceux qui sont appelés à y prendre part, il faut déplacer les anciennes limites.

Ce n'est plus le privilège de la naissance, ni celui de la fortune, ni même celui de l'intelligence qui sont désormais les signes de la capacité politique, - c'est le travail. Et il ne suffit pas seulement de proclamer la liberté du travail; il faut encore l'affranchir des gênes sociales qui pesaient autrefois sur lui; il faut dégager et affirmer le rôle et les fonctions qui lui appartiennent dans la société démocratique.

Nous aurions dû nous attendre à trouver, dans le livre de M. Jules Simon, l'exposition de cette nouvelle philosophie sociale. Mais nous avons été déçu dès la première ligne de la *Préface*:

- «*J'ai voulu faire l'éloge du travail et de ceux qui travaillent*», dit-il.

Que penserait-on d'un savant qui annoncerait gravement l'intention de faire l'éloge du soleil!

Or, le travail, n'est-ce pas le soleil qui éclaire la démocratie et qui lui communique la chaleur vivifiante?

Nous n'attendons pas de ceux qui prennent la plume sur ce grave sujet, qu'ils nous lassent l'éloge du travail. Mais nous leur demandons de nous faire connaître ses lois et leur application féconde qui doivent régénérer le monde et corriger les anciens abus.

- «*J'ai voulu montrer, poursuit M. Jules Simon, que le travail intellectuel et le travail manuel sont frères; que le travail et le capital ont la même origine et les mêmes droits; que le capitaliste d'aujourd'hui est le travailleur d'hier; que le travailleur d'aujourd'hui peut être le capitaliste de demain; que beaucoup de querelles ont pour cause un malentendu; qu'il suffit le plus souvent, pour résoudre un problème, d'en bien comprendre les termes, de les rapprocher l'un de l'autre et de leur apprendre à se connaître*».

M. Jules Simon résume lui-même, un peu plus loin, l'idée qui est contenue dans cette phraséologie diffuse et confuse, en nous disant que les sociétés coopératives ont pour objet et auront pour résultat «*de créer beaucoup de petits capitalistes*».

Eh quoi! est-ce donc là vraiment toute la portée du grand mouvement auquel nous assistons?

C'est à ces proportions du moins que M. Jules Simon a entrepris de la réduire, et son livre semble avoir eu pour but principal, tout en faisant l'éloge des sociétés coopératives, de prémunir le public contre toute illusion sur leur efficacité définitive.

- «*Il faudrait bien se garder de croire, dit-il, que la coopération deviendra jamais la forme définitive du travail; quelle supprimera le paupérisme; qu'elle fera une part équitable au capital et au travail*».

Il résulte du livre de M. Simon que l'organisation sociale actuelle est, si non ce qu'elle doit être, du moins tout ce qu'elle peut être, et que, si on peut améliorer relativement le sort des individus il n'y a pas de réforme fondamentale à opérer.

Nous sommes loin de partager cet optimisme: nous ne prenons pas aussi facilement notre parti de la misère et de l'iniquité; nous croyons qu'il y a dans la société actuelle des antagonismes de telle nature que l'ordre et la liberté ne pourront pas être établis d'une façon stable sans qu'ils ne seront pas résolus; or, c'est justement cette solution que poursuit l'idée coopérative, qui se propose de rétablir l'équilibre social sur les bases de la mutualité et de la justice, en rapprochant tous les hommes dans la grande solidarité du travail.

- «*Je crois*, dit Stuart Mill, qui n'est pas un socialiste, et dont M. Jules Simon, ne contestera pas sans doute l'autorité, *je crois que l'association coopérative finira par régénérer les masses populaires, et, par elles, la société elle-même*».

Nous estimons qu'il y a autre chose qu'un malentendu dans le débat actuel entre le capital et le travail. Le plus grand vice de notre organisation sociale est dans l'influence exorbitante et sans contrepoids, usurpée par le capital: non-seulement, en nombre de cas, il exploite le travail, mais il envahit et absorbe tout, et, multipliant en quelque sorte la personnalité de ceux qui le possèdent, il en est arrivé à établir un véritable despotisme et à créer, au profit des grands capitalistes, une véritable féodalité financière dont les petits rentiers sentent, tous les premiers, le poids.

Le capital et le travail ont la même origine, nous dit M. Simon: le capital d'aujourd'hui est le travail d'hier. - Il s'agit précisément de ramener le capital à cette origine qui seule peut constituer sa légitimité. Tandis que, le plus souvent dans l'état actuel, le capital est le fruit du travail des autres, quand il n'est pas le produit d'un agiotage où le travail est resté tout à fait absent.

Si nous voulions exprimer sous une forme saisissante, en opposition aux théories de M. Jules Simon, la signification du mouvement coopératif, nous dirions qu'il se propose, non pas de transformer les travailleurs en capitalistes, mais au contraire de transformer les capitalistes en travailleurs.

Le travail est la grande loi de la société moderne. Quand il n'y aura plus d'ignorants, il n'y aura plus de misérables; et quand il n'y aura plus de misérables, il n'y aura plus de millionnaires. Chacun ne possédera que le capital qu'il aura gagné par son travail, et, s'il n'est renouvelé par un travail incessant, tout capital sera promptement épuisé.

M. Jules Simon reconnaît complètement tout cela.

Pour lui, le mouvement coopératif est une forme ingénieuse de l'assistance et de la philanthropie; les *Sociétés coopératives* sont des *Sociétés d'ouvriers*; ce sont des combinaisons heureusement inventées pour améliorer le sort des ouvriers, ou des «*personnes qui vivent à la façon des ouvriers*».

Nous retrouvons dans l'auteur du *Travail* le même homme qui disait au Congrès de Gand, en faisant l'éloge des habitations ouvrières construites à Paris par M. de Madre: «*Je ne dirai pas que je voudrais y demeurer, je m'y trouverais mal logé; mais l'ouvrier, avec ses habitudes modestes, peut s'y croire très agréablement logé*» (1).

Il y a, dans son dernier livre, des naïvetés pareillement énormes: «*Quand nous parlons de lois sociales*, dit-il quelque part, *il ne faut pas croire qu'il s'agisse uniquement de lois favorables aux ouvriers; il s'agit de lois favorables au développement de l'activité humaine*». À quel public pense donc s'adresser M. Jules Simon pour qu'il croie de semblables explications nécessaires?

Nous ne parlons pas de la fraternité du travail intellectuel et du travail manuel, qui paraît être la principale idée qu'a voulu mettre en lumière M. Jules Simon. Si ce n'était là une de ces naïvetés comme il en abonde dans son livre, il faudrait y voir une fantaisie de condescendance aristocratique.

- «*Travailleurs, mes frères!*», s'écrie d'une voix attendrie M. Jules Simon, quand il descend en redingote râpée de son grenier de la place de la Madeleine, pour aller serrer les mains calleuses de ses électeurs du faubourg.

Un semblable langage ne peut servir qu'à entretenir les fâcheuses distinctions entre l'ouvrier et le bourgeois, tandis qu'il s'agit, au contraire, de rapprocher les classes et de les confondre dans cette grande solidarité du travail, devant laquelle tous les hommes doivent être égaux dans une société démocratique.

La coopération est précisément destinée à opérer cette fusion. M. Seinguerlet l'écrivait avec beaucoup de

(1) *Annales de l'Association internationale pour le progrès des sciences sociales*, 2^{ème} session, Congrès de Gand, 1864, p.585.

raison dans *le Temps*: «*La coopération, c'est-à-dire l'association du travail et du capital, s'adresse à tout le monde, au riche aussi bien qu'un pauvre, au rentier aussi bien qu'à l'ouvrier, puisque à des titres divers chacun de nous est ou travailleur ou capitaliste. Cela est si vrai qu'en Allemagne ce mouvement a eu et conserve encore un caractère essentiellement bourgeois*».

Quand à l'opinion de M. Jules Simon, que la coopération est impuissante à supprimer le paupérisme, nous n'aurions rien à dire, s'il nous suggérait un autre moyen d'avoir raison de cette plaie sociale. Mais s'il entend parlé, comme il l'a écrit ailleurs, - que la misère est un mal nécessaire et dont on doit prendre son parti, — nous lui répondrons: «*Soyez logique; allez jusqu'au bout de votre pensée, réclamez la mutilation du suffrage universel*».

En effet, s'il doit toujours y avoir des ignorants et des misérables, et si les ignorants et les misérables sont fatalement destinés à former le plus grand nombre, - il est insensé, ce serait une folie de leur donner des droits politiques qu'ils sont incapables d'exercer avec intelligence et indépendance. Le suffrage universel deviendrait l'instrument de toutes les révolutions aussi bien que de tous les despotismes.

La solution du problème politique ne peut être séparée de la solution du problème social. Il importe qu'on le sache bien.

«*Tout honnête homme, dit M. Jules Simon, se rendant témoignage à lui-même, reconnaîtra, à chaque page de ce livre, l'enthousiasme de la liberté et un dévouement sans borne à la démocratie. Les questions que j'y traite soulèvent bien des dissentiments: je désire que mes adversaires me traitent comme je les ai traités moi-même, avec une sorte d'amour pour les intentions droites, et en tous cas avec la plus grande impartialité. Pourquoi disputer quand la vie est si courte? Il ne s'agit que de chercher et de prouver. Pour moi, qui ai dépassé la moitié de la vie, je ne m'occupe pas de savoir si je plais, mais si je sers*».

Nous allons passer pour un homme malhonnête, sinon pour un malhonnête homme; - mais nous nous sommes précisément posé, sans pouvoir la résoudre d'une façon satisfaisante, cette question de savoir à qui ou à quoi pouvait servir le livre de M. Jules Simon?

Il ne suffit pas d'avoir de l'enthousiasme et un dévouement sans borne pour servir utilement la cause de la liberté et de la démocratie; il faut encore avoir l'intelligence et le sentiment de leurs véritables intérêts. Or, nous venons de montrer que ces intérêts sont étrangement méconnus et travestis par M. Simon, et ils seraient singulièrement compromis à être défendus par lui.

M. Jules Simon, nous dit-on, est un vulgarisateur, c'est là son grand mérite. C'est aussi son plus grand tort, car s'il est vrai qu'il ait la faculté de rendre familiers à la masse du public les sujets qu'il entreprend de traiter, il n'est pas moins vrai qu'il rend vulgaires toutes les idées élevées qu'il aborde.

Et cependant ce livre du *Travail*, qui fausse, comme de parti pris, la portée du mouvement social, et qui accuse, en tout cas chez son auteur, la plus impardonnable ignorance des choses dont il parle, ce livre a été célébré avec emphase et sans réserve par *le Siècle*, par *l'Opinion nationale*, par tous les organes démocratiques.

Décidément la démocratie est mal représentée: qu'elle y prenne garde!

Auguste VERMOREL.

Ceux qui trouveraient trop sévère notre jugement sur le livre de M. Jules Simon, et qui voudraient se faire une idée exacte des sentiments avec lesquels l'honorable député de la Seine aborde l'étude des questions sociales, feront bien de méditer les lignes suivantes, qu'il écrivit en 1838, dans son livre sur *la liberté*:

«*Il y aura toujours de la misère, et il y aura toujours des fautes. C'est une mauvaise rhétorique que vous faites en exagérant toutes ces plaies que personne ne saurait guérir; ces déclamations sont à la portée du premier venu. Avez-vous un remède? Il n'y a que cette question. Si vous en avez un, montrez-le; si vous n'en avez pas, taisez-vous. Croyez-vous donc apprendre aux pauvres qu'ils souffrent, au aux riches qu'il y a des pauvres? Ou vous parlez pour ne rien dire, ou votre but est d'exciter les passions. Et quelles passions, grand Dieu! Vous ne rêvez que d'ajouter au mal de la pauvreté le mal de la haine. Vous qui ne vous servez pas de la misère comme d'un instrument, et qui n'en parlez que pour la consoler ou la guérir, ne la racontez jamais qu'au riche.*

Mais alors, avant d'ouvrir la bouche, regardez dans les couloirs, assurez-vous bien qu'il n'y a autour de

vous que des puissants et des heureux, prenez garde qu'un indigent ne se soit égaré dans cet auditoire, et qu'en voulant prêcher la charité, vous n'enseigniez malgré vous la guerre».

Avons-nous donc tort de dire que M. Jules Simon est un endormeur? et qu'au lieu de nous aider dans l'étude du problème social, il applique tous ses efforts à faire des diversions?

Nous qui ne prêchons ni la charité, ni la haine, ni la guerre, parce que nous poursuivons l'extinction de la misère par la science; nous qui ne faisons pas appel aux passions, et qui engageons, au contraire, ceux qui souffrent à considérer leur mal avec sérénité, parce que nous croyons qu'avec des efforts énergiques et persévérants il ne tient qu'à eux d'améliorer leur sort, - nous devons séparer nettement notre voie de celle de M. Jules Simon, et, s'il est incapable de nous apporter aucune aide dans la grande œuvre que nous poursuivons, nous ne lui demandons que de suivre le conseil qu'il donnait si sagement aux autres... de se taire.

Auguste VERMOREL.
